

INSERTIONS

S'adresser, au bureau du Journal
8 1/2 rue de la Paix à 6 heures du
soir.

REDACTION, ET ADMINISTRATION

CALLE URUGUAY n° 23

(Imprimerie Latine)

UNION FRANÇAISE

PETIT

JOURNAL DU MATIN

ABONNEMENTS

MONTEVIDEO CAMPAGNE
Un mois..... \$ 1,00 or 1,20 or
Trois..... \$ 3,00 or 3,50 or
Six..... \$ 5,50 or 7,00 or
Un an..... \$ 10,00 or 13,00 or
Numéro du jour... \$ 0,05
ancien... \$ 0,10
Les abonnements partent des 1^{er}
au 15 de chaque mois

Année V. Num. 1191-1071

Directeur: J. G. BORON DUBARD

MONTEVIDEO—Vendredi 26 Avril 1895

Le gage commercial

La Commission de Législation du Sénat a déposé sur le bureau de la Chambre Haute le rapport suivant, dont l'importance ne saurait échapper à personne, dans le monde des affaires commerciales.

Commission de Législation.

RAPPORT

Messieurs les Sénateurs:

Pendant la période législative de 1892, vous avez sanctionné un projet de loi, interprétatif de l'article 1721 du Code de Commerce, projet que la Chambre des Représentants vous a renvoyé modifié.

La raison décisive qui a présidé aux deux sanctions est unique, à savoir: que, le droit aux biens meubles se transmettant par la simple tradition, on ne saurait exiger raisonnablement des formalités plus grandes relativement au gage qu'en est, tout bien considéré, qu'un loi détaché.

En ce qui concerne les cas de réunion des créanciers, une considération analogue se présente. Si les créanciers ne peuvent exiger l'annulation ou la révocation d'une vente de biens meubles, sans le cas où ils prouveraient qu'il y a eu fraude à leur détriment, dans la vente (article 1553 du Code de Commerce), à plus forte raison ne peuvent-ils pas attaquer la constitution d'un gage, si ce n'est à la condition de fournir la preuve de la fraude qu'ils dénoncent, ce qui implique par suite qu'on accorde une présomption de vérité et d'exactitude au document constitutif du contrat sur nantissement tant qu'on n'aura pas fait la preuve du contraire.

Le Sénat s'est proposé de protéger le droit des créanciers nantis de gages, quand il a déclaré que la collation et vérification de dates, exigées par l'article 1721 du Code de Commerce précité, peut se faire par tous les moyens de preuve que le droit commercial admet, et la Chambre des Représentants a déclaré de son côté, par le texte qu'elle a sanctionné de son vote, qu'on ne peut pas exiger pour le gage commercial la date certaine, telle que la définit l'article 1561 de la dernière édition du Code de Civil.

On le voit, l'analogie est grande entre les deux sanctions, et on pourrait croire que la divergence n'existe que dans la forme simple.

Si l'en était ainsi la Commission se garderait bien de provoquer pour un motif si léger, une réunion de l'Assemblée Générale avec tous les inconvénients qu'elle comporte et au risque de ne point arriver à une solution définitive, les deux tiers des suffrages exigés par l'article 61 de la Constitution pour un point être obtenu.

Mais la divergence, en réalité, est beaucoup plus fondamentale, car en déclarant dans le texte adopté par la Chambre des Représentants que le contrat de nantissement commercial n'est assujé à aucune forme légale spéciale, on déroge à l'article 1721 du Code qui régit la matière, et aux termes duquel ce contrat de nantissement, quelque soit le montant de l'obligation principale, ne peut se prouver que par écrit.

La loi votée par vous, messieurs, n'avait pas une semblable portée; son but n'était pas au-delà d'une interprétation, du droit sous l'article 1721 du Code de Commerce, exclusive de toute innovation relativement à la manière de constituer le nantissement.

On ne voit pas de raison, en outre, qui oblige à rétrograder aux contraires verbaux répétés, en règle générale, dans le droit moderne, pour des motifs multiples et notoirement que nous croyons inutile d'exposer en détail ici.

C'est pourquoi la Commission que nous composons à l'honneur, bien à regret, de vous engager à maintenir le texte primitivement adopté par vous, encourageant qu'elle est par l'espoir de voir trouver probablement dans l'Assemblée Générale une rédaction qui permettra de concilier les opinions et de sortir d'une difficulté qui provient peut-être de ce que le texte de l'article sanctionné, à plus de latitude que ne lui en accorde en réalité, dans sa pensée, l'honorable Chambre des Représentants.

Au bureau de la Commission, le 19 avril 1895.

Alcide Montero, — Martin Aguirre,
— Carlos M. Ramirez.

L'exposé de la Commission est aussi clair, aussi lucide que possible. On ne pouvait mieux mettre en évidence les points de contact et les dissidences des deux textes qu'il s'agit de concilier.

Le Sénat et la Chambre des Représentants veulent également protéger contre des revendications légitimes les créanciers nantis d'un gage commercial, mais pendant que les anciens du Sénat, intraitables sans doute par l'expérience, se montrent plus circonspects et plus timorés, la brillante jeunesse de la Chambre des Représentants va d'un bond à la solution plus libérale mais aussi plus téméraire d'une dérogation

formelle à l'article 1721 du Code de Commerce de la République.

Nous estimons, quant à nous, que le Sénat a raison. Il convient assurément dans l'intérêt général des affaires que le créancier nanti d'un gage soit protégé contre des réclamations entreprises à la légère par des créanciers moins favorisés ou moins prudents, mais il ne convient pas moins de se prémunir contre des fraudes que la constitution purement verbale du nantissement rendrait souvent trop faciles. Une douloureuse et retentissante affaire n'a-t-elle pas prouvé tout récemment encore ici même à quels ingénieux artifices un débiteur aux abois peut être tenté de recourir pour sauver quelque chose d'une débâcle devenue inévitable?

Le Sénat a fait preuve de sagesse dès lors en maintenant en son intégrité la disposition qui oblige à fournir une preuve écrite, tout en admettant pour la vérification des dates exigée par l'article 1721 du Code, tous les moyens de preuve que le Droit Commercial admet.

Comme la Commission sénatoriale, nous voulons espérer que l'Assemblée Générale saura trouver un texte qui, tout en sauvegardant les opérations de nantissement légales et loyales, rende difficiles sinon impossibles les manœuvres frauduleuses dont l'expérience a prouvé trop souvent, malheureusement, qu'on a raison de se défier.

Décret sur les quarantaines

On nous assure que M. Estrazulas, ministre des Relations Extérieures, obstiné dans sa résolution cruelle de tout céder aux reporters pour les punir d'une indiscrétion, — pas involontaire du tout, — du docteur Brian, déclarait mercredi soir un peu après huit heures, que le bulletin lancé par notre confrère «La Tribuna Popular» était prématuré.

Voulait-il réserver pour «La Nación», désormais promu à la dignité de journal officiel, la primauté de cette nouvelle? Ce serait tout à fait paternel, et M. Estrazulas reconnaissant, ne manquera pas sans doute, on parait cela, de lui rappeler qu'il l'a connu tout petit.

Quoi qu'il en soit, il est vrai que le Gouvernement a fini par comprendre qu'en prolongeant plus longtemps une situation déplorable on empiétait chaque jour des souffrances avec lesquelles il devenait imprudent de jouer.

Et les quarantaines sont levées. Que M. Bordaberry en soit béni.

Le décret qui porte la date du 21 avril courant, est ainsi conçu:

«Attendu la communication, en date de ce jour, de la Santé, le Président de la République décrète:

Art. 1^{er} A partir de ce jour les navires venant de la République Argentine seront admis en libre pratique, à l'exception de ceux qui auraient touché au port de Concordia, lesquels resteront soumis à cinq jours de quarantaine dans tous les ports de la République.

Art. 2^o Les autres provenances resteront assujéties aux mesures suivantes:

a) Les passagers amenés par des vapeurs d'outremer pourvus d'étuves, à une désinfection de leur linge dans les étuves du bord.

b) Les linge des passagers arrivés sur des navires d'outremer non pourvus d'étuves de désinfection, sera lavé dans l'eau chaude avec une solution de bichlorure de mercure.

c) Les navires auxquels se réfèrent les incises a) et b) seront visités dans le port de Montevideo par le Médecin de la Santé.

d) Les vapeurs qui font le service des rivières seront visités dans les eaux de l'île de Flores et les passagers resteront au lazaret jusqu'à la fin de la désinfection de leur linge dans les étuves de l'établissement; ils pourront continuer leur route dans le même navire à l'issue de cette opération.

Art. 3^o Dans les aires ports de la République, on procédera à la désinfection du linge des passagers, après quoi il leur sera délivré un passeport sanitaire qu'ils devront présenter à l'autorité compétente.

Etc., etc.

IDIARTE BORDA.
JUAN J. DIAZ.

Vive le Brave Homme!

Nous lisons dans la France:

On raconte que M. le président de la République, en sortant de sa visite à l'hôpital Bichat, fut salué par les cris de: «Vive le brave homme!»

Ce cri a dû lui paraître chaud au cœur, venant surtout de la population laborieuse d'un quartier où les misères se réfugient; où l'on souffre plus particulièrement de la crise politique, commerciale et industrielle que subit la France.

M. Félix Faure voudra tenir à honneur de justifier cette exclamation, non pas seulement en allant visiter les misères, les secourir, les consoler par de bonnes paroles; mais en se montrant honnête et brave homme pour le pays tout entier.

Il agit en brave homme, s'il rend la justice égale pour tous.

Il agit en brave homme, en veillant à l'emploi judicieux de nos finances, en supprimant les gaspillages.

Il agit en brave homme, en exigeant de ses ministres qu'ils accomplissent leur devoir.

M. le président de la République, semble, jusqu'à ce jour, avoir le tact de ne pas faire de sa mission. Il a eu le tact de ne pas accepter par ce peuple pour lequel il était inconnu, il marche sur le chemin de la popularité; s'il le veut, demain ce n'est plus un quartier de Paris qui criera: «Vive Félix! Vive le brave homme!» C'est la France tout entière.

LE DROIT DE GRÈVE

Paris, 13 mars.

La commission du travail a discuté ce matin une question intéressante. On sait que le Sénat a été saisi d'une proposition tendant à ne pas reconnaître le droit de grève aux ouvriers et employés des arsenaux, des manufactures de l'Etat et des chemins de fer.

M. Lavy, préoccupé de cette proposition, estime que le Parlement, avant d'empêcher les ouvriers d'essayer de faire prévaloir, au moyen de la grève, ce qu'il peut y avoir de juste dans leurs revendications, doit étudier les conditions du travail de chacun et assurer que les salaires sont suffisants. Il a été donc adressé à la commission du travail et lui a demandé de se livrer à cette vaste enquête.

Jusqu'à la proposition n'a rencontré aucune objection, mais la difficulté a apparu lorsqu'il s'est agi d'entrer dans les voies et moyens. M. Lavy estime que, pour connaître la situation des ouvriers de l'Etat et des ouvriers et employés des chemins de fer, la commission doit réclamer un état nominatif de tout le personnel, par où, a-t-il déclaré, l'état nominatif peut seul faire connaître exactement les salaires; si on n'a pas un état nominatif, on n'aura que des moyennes et les moyennes, en pareilles matières, sont trompeuses.

Il a été objecté à M. Lavy que l'obligation pour les compagnies de chemin de fer de fournir au Parlement un état nominatif de tout leur personnel, non seulement constituerait un travail très long et très coûteux, mais encore ne serait pas sans présenter quelques inconvénients. De quel droit, d'ailleurs, exiger d'une compagnie la justification du nom des personnes qu'elle emploie? La commission a pensé que le moyen proposé par M. Lavy ne pouvait être accepté.

Après une longue discussion, elle a fini par adopter la rédaction suivante qui lui a été présentée par son président, M. Mesureur: «La commission du travail demande au gouvernement de faire établir et publier par l'Office du travail des états statistiques comprenant les conditions du travail, les salaires, le nombre l'âge et le sexe des diverses catégories d'ouvriers et employés des manufactures de l'Etat et des chemins de fer.

LE DIFFÉREND

Franco-Dominicain

Ainsi que M. Hanotaux l'a annoncé un conseil des ministres, le différend qui existait entre la France et la République de Saint-Domingue vient d'être réglé.

L'intervention de l'ambassadeur d'Espagne, M. de León y Castillo, ayant été acceptée de part et d'autre, les pourparlers ont eu lieu à Paris, et l'accord s'est fait sur les bases suivantes:

Le gouvernement dominicain s'engage à payer au capitaine Bonnard une indemnité totale de un million de francs, dont 150,000 francs payables comptant à Paris; le reste devant être payé par mensualités de 12,000 francs d'abord; puis de 15,000 francs, garanties sur la dette extérieure et sur l'ensemble des revenus dominicains.

En ce qui concerne l'affaire Cacarelli, l'agresseur ayant été condamné et exécuté, le gouvernement dominicain s'engage à payer une indemnité de 225,000 fr. dont 8,000 francs comptant et la reste payable par mensualités de 5,000 francs.

Les réclamations de la Banque de Saint-Domingue et celles de l'abbé Chappin ont été soumises à l'arbitrage de l'Espagne.

Le ministre de France à Haiti se rendra à Saint-Domingue à bord d'un vaisseau de guerre. Il sera salué d'une salve de 23 coups de canon. Les autorités dominicaines iront au devant du représentant de la France, au moment de son débarquement et lui exprimeront les regrets de leur gouvernement et leur désir de voir les relations renouées avec le gouvernement français.

Le représentant de la République de Saint-Domingue sera reçu à Paris par le président de la République dès que le ministre des affaires étrangères aura été informé de la réception faite à notre agent à Saint-Domingue.

Le voyage de la Reine

D'ANGLETERRE

Londres, 13 mars.

La reine d'Angleterre, commençant aujourd'hui son voyage, s'est embarquée, ce matin, à 10 heures, à Portsmouth, pour Cherbourg, où elle passera la nuit à bord de son yacht «Victoria» et arrivera à Nice vendredi après-midi.

Voici, d'après la «Westminster Gazette», quelques détails sur le train spécial où la reine a accompli son voyage et dans lequel elle va, cette année, de nouveau accomplir trois longs trajets de Cherbourg à Nice, de Nice à Darmstadt, de Darmstadt à Flessingue. Ce train, qui est la propriété de la reine, et qui se trouve ordinairement stationné à la gare de Bruxelles, se compose de deux grands wagons si on les relie par un passage couvert.

Le wagon salon de jour comprend une salle à manger-bibliothèque, avec ventilateur, au plafond, un tapis des Indes sur le plancher, de petites tables, des sofas et des fauteuils; celui de la reine faisant face à la locomotive; les parois sont tendues de soie grise brodée de roses, de trèfles et de chardons, fleurs nationales de l'Angleterre, de l'Irlande et de l'Ecosse, au fil jaune. Les meubles sont couverts de soie bleue à franges jaunes.

Le wagon-salon de nuit est divisé en plusieurs compartiments: une chambre grise et brun tendue de deux lits pour la reine et la princesse Beatrice; elle est garnie de meubles apportés de Windsor-Castle. Le cabinet de toilette avait été de style japonais. Dans la chambre aux bagages sont des canapés-lits pour deux femmes de chambre.

Il y a de longs arrêts, pendant les voyages de la reine sur le continent, pour le dîner et

le déjeuner. Le train s'arrête aussi entre 8 et 9 heures du matin pendant la toilette de la reine; sa vitesse n'excède jamais 10 kilomètres à l'heure, pendant la nuit. La reine ne se quitte guère.

Un indicateur complet pour le trajet Cherbourg-Nice a été imprimé, et cinquante exemplaires ont été remis au personnel de la suite et aux employés de chemin de fer. L'édition de luxe, pour l'usage de Sa Majesté, est imprimée sur satin. Des précautions extraordinaires sont prises pour sa sécurité et une locomotive pilote marchera en avant du train royal.

Nice, 13 mars.

M. Paoi, chargé de la direction du service de surveillance de la reine Victoria, pendant son séjour dans notre ville, et M. Nogier, commissaire spécial à la gare de Nice, se sont rendus, mardi, à l'hôtel Le Cimetière pour arrêter les dispositions qui sont ainsi fixées: un poste d'honneur, fort de 50 hommes, sous les ordres d'un lieutenant; quatre gendarmes à cheval servant d'estafettes, et un poste de douze gardes champêtres, commandés par M. Brun, brigadier, qui sera spécialement chargé de surveiller les environs de l'hôtel.

La municipalité a pris une excellente initiative, en décidant que le superbe panier qui lui a été offert par la reine, sera placé dans le salon de Sa Majesté et tous les jours des fleurs fraîches et nouvelles remplaceront celles de la veille.

Cette délicate attention sera agréable à la reine. Signaux d'arrivée de deux valises de chambre et trois femmes qui s'occupent de l'installation des meubles particuliers de la souveraine. Ces meubles sont en style Empire d'une grande beauté.

Nous avons annoncé que la villa Lisert, voisine de l'hôtel, avait été mise par son propriétaire à la disposition de la reine. La villa des Arènes a été également offerte à Sa Majesté et sera affectée aux visites. Un livre y sera déposé pour les inscriptions des visiteurs.

MARINE ET COMMERCE

IMPORTANCE PRISE PAR L'INDUSTRIE FRANÇAISE DANS LA CIRCONSCRIPTION CONSULAIRE DE GALATZ

Le Consul de France à Galatz écrit: Galatz ne forme pas, dans la vraie acception du mot, une place commerciale: on doit la considérer plutôt comme un lieu de transit, son trafic s'effectuant surtout, soit avec l'intérieur du pays, soit avec la Bulgarie ou la Serbie. Aussi, j'ai pu observer, depuis les deux ans que je l'habite, que la commerce français y était resté presque stationnaire; par contre, nos compatriotes occupent, d'une manière indiscutable, une situation prépondérante dans la circonscription consulaire en ce qui concerne les adjudications industrielles et de travaux publics.

Ainsi, je cite, pour mémoire, parmi les principales, et en outre de l'éclairage de cette résidence concédé à la maison Georgi: 1^o la rectification du cours du Sereth qui est confiée à la maison Elou Jacquemin, d'une valeur d'un million de francs; 2^o la partie métallique du pont du chemin de fer sur le Sereth, tout près de la station de Harboul, d'une valeur de 335,535 francs, que doit livrer l'ancienne maison Cail; 3^o l'entreprise d'extraction des pierres de Macin, à proximité de Braila, en Dobroudja, dont se chargeant M. R. L. Lucas et Guyon enfin 4^o la construction du pont à Cornavola, sur le Danube, qui est cédée à la maison Kres-Lille. J'ajouterais que les travaux de pavage ont été, pour la plupart, exécutés à Galatz et à Braila par des Français.

VAGONS CITERNES

D'après ce que rapporte le *Moniteur des Brevets d'invention*, la Compagnie de Paris Lyon-Méditerranée vient d'adopter pour le transport des vins, cidres et raisins pressés, une forme de wagon qui donne, paraît-il, de bons résultats. En voici la description:

Le châssis inférieur est sur cadre ordinaire métallique à deux essieux, sur lequel est fixée une citerne cylindrique en forte tôle; celle-ci a une capacité de chargement de 12 tonnes et le vide intérieur, calculé d'après le poids spécifique du vin, peut contenir 12 t. 500. L'intérieur est séparé en deux compartiments par une cloison oblique percée de trous; à chaque extrémité de la citerne se trouve un dôme spacieux avec couvercle pouvant être fermé hermétiquement et être rabattu en arrière pour faciliter le remplissage ou l'examen du contenu, ainsi que pour permettre d'entrer dans l'intérieur en cas de réparation.

De plus, sous un couvercle spécial, se trouve une soupape de sûreté permettant l'échappement des gaz produits par la fermentation; ces trois ouvertures, ainsi que les robinets et tubulures aménagés sous la citerne pour l'adaptation de tuyaux d'écoulement ou d'aspiration de liquide, et un clapet permettant la nettoyage de l'intérieur, peuvent être plombés réglementairement. Tout l'aménagement est combiné de manière à assurer un remplissage et un écoulement rapides, ainsi qu'une manipulation facile et propre; la fermeture hermétique prévient, de plus, toute fraude vis-à-vis du propriétaire.

La Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée donne, de ce fait, une nouvelle preuve d'initiative dont les consommateurs de vins doivent lui savoir bon gré.

LA CULTURE DE L'OLIVIER EN TUNISIE

La Tunisie est très propre à la culture des arbres et arbrutés, dont les racines sont assez développées, pour aller chercher l'humidité souterraine. Ces cultures, et en premier lieu l'olivier, sont à peu près les seules qui donnent, dans ce pays dépourvu d'eau, des récoltes sûres,

régulières et rémunératrices. Autrefois la Tunisie centrale formait une forêt d'arbres fruitiers, de végétaux créés par la main de l'homme. Le pays était peuplé et prospère. L'invasion arabe en a fait un désert.

Les conquérants musulmans laissent périr, dédaignent même systématiquement l'œuvre de longs siècles de civilisation.

Introducte par les Romains en Tunisie vers la fin du premier siècle de notre ère, la culture de l'olivier fut détruite par les Arabes au onzième siècle.

On estime que 1,300,000 hectares sont propres aux cultures fruitières dans le centre de la Tunisie.

Abandonnés au pâturage, ces terrains valent 10 fr. l'hectare. Plantés en oliviers, ils valent 800 fr. l'hectare.

Depuis 1891, c'est à dire depuis l'établissement du protectorat français, on travaille, mais avec une très grande lenteur, à reconstruire dans la Tunisie centrale, cette forêt d'arbres fruitiers qui, il y a dix siècles, faisaient la prospérité de cette région de l'Afrique.

D'après une statistique dressée par les soins des contrôleurs civils, le territoire de la Régence renfermait en 1891 dix millions sept cent cinquante-six mille oliviers.

La récolte d'huile d'olive a été en 1891 de 26 millions huit cent cinquante mille litres.

Ce n'est guère que dix ans après avoir été planté que l'olivier commence à donner de l'huile. Quand la récolte est bonne, les oliviers donnent une trentaine de litres d'huile à dix ans, cinquante litres à quinze ans, quatre-vingt dix litres à vingt ans, etc. On les voit en plein rapport. Mais on assure que certains oliviers produisent jusqu'à 200 litres d'huile.

L'oléiculture se pratique sur le territoire de Sfax par une sorte de contrat de métayage entre le propriétaire du sol et l'ouvrier entrepreneur.

Voici, d'après un rapport de M. Paul Bourde, directeur des renseignements et contrôles, directeur de l'agriculture, quels sont les procédés de culture en Tunisie:

Les plantations d'oliviers en Tunisie se font uniquement avec des éclats détachés des vieux arbres. Ce sont des morceaux de bois de 25 centimètres de long, épais de 10 centimètres, conservant une partie d'écorce où partent plus tard les racines. On les détache du tronc d'un vieux arbre; la partie du tronc qui est sous terre est la partie la meilleure; mais on n'apporte pas grande attention à leur choix. Ces éclats, qui se vendent à Sfax 2 fr. le cent, peuvent rester quinze jours au soleil sans en souffrir. Leur transport n'exige donc aucun soin particulier. Si un plus long délai doit s'écouler avant qu'on les utilise, on les met au frais dans la terre.

On plante de décembre en mars; l'éclat se dépose sans fumure au fond d'un trou de 50 centimètres de côté sur 60 à 70 de profondeur. On pique la terre autour et on jette 25 centimètres de terre par dessus. Au printemps, les racines apparaissent. Les éclats sur le piquage de la terre (les trous sont assez largement espacés; achètent peu à peu de remplir le trou.

La mesure qu'il se comble, on ébourgeoine la partie de rosette qui est en terre. Les plantations s'arrosent trois fois pendant l'été la première année et souvent aussi trois fois la seconde. L'eau est portée dans des jarres de 15 à 20 litres de capacité. Chaque olivier reçoit deux jarres. On ne greffe jamais l'olivier destiné à fournir de l'huile. En revanche, pour les olives de table, on greffe (en écusson) les espèces mellah ou nab sur l'espèce chammali. Jusqu'à la dixième année de la plantation, on fait entre les lignes d'oliviers des cultures d'intercalaires, orge, fèves et, plus rarement, du blé. On laboure cinq fois l'an, deux fois à la charrue, trois fois avec la manège, grande lame emmanchée horizontalement.

La vigne est aussi d'un très bon rendement en Tunisie. On cultive également avec succès l'amandier, qui rapporte encore plus que l'olivier: les bénéfices à récolter de cette culture ressortiraient à environ 130 fr. net l'hectare; et seraient presque doubles de ce qui se récolte d'un hectare d'oliviers. Quelques planteurs européens, calculant sur la proximité de l'amandier, joignent quelques hectares de cet arbre à leurs oliviers afin d'obtenir de leur sol un premier revenu.

Les figuiers sont également très nombreux dans les jardins de Sfax. Le rapporteur évalue à 6,000 quintaux métriques la quantité de figues qu'on récolte annuellement. Si l'on y ajoutait les figues de meilleure qualité de séchage, ceux d'Algérie, par exemple, Sfax pourrait prendre une part considérable au commerce des figues sèches.

Malgré la célébrité des pistaches de Sfax dans tout le monde musulman, cette culture est, paraît-il, en déclin. Alors que l'on comptait autrefois 10,000 pistachiers dans les jardins, il n'en reste aujourd'hui que 2,500. La baisse des prix, ayant découragé les planteurs. Un pistachier en plein rapport donne en moyenne 10 à 12 kilogrammes de fruit par an. Un revendeur, arbrutier, pêcheur, prunier, grenadier, cognassier, pommier, poirier et nectars abondent dans les jardins de Sfax où leur nombre aggloméré s'élève à environ 475 mille. Ce pays, très aride, est un pays de santé pour les arbres. L'arbrutier, en particulier, atteint une taille inconnue en France. Le mûrier vient bien aussi, mais l'essai de l'élevage du ver à soie est encore à faire.

Pour compléter le tableau des particularités propres à l'agriculture de Sfax, et par conséquent au centre de la Tunisie, le document officiel émané de l'administration du protectorat ajoute que les causes climatériques qui donnent plus de saveur à la fraise de cette région, donnent aussi plus de parfum à ses plantes aromatiques, et il n'oublie pas de mentionner qu'on cultive dans les jardins de Sfax la fenouille, la coriandre, le carmin, la rose, la menthe, la fleur d'orange, la jasmin et la cardamome, et qu'on en fabrique des essences recherchées dans tout l'Orient.

Il y aurait, comme on le voit dans la reconstruction de l'ancienne forêt centrale de la Tunisie, un vaste champ ouvert à l'activité de la colonisation française.

LE SOUDAN EN 1893

(Suite)

Sans doute même, et c'était aussi la croyance dans le Meïna quand nous y sommes arri-

TABLE 1

En todas las dificultades
a todos creadas por la crisis y el rigor sin
igual de su prolección, los señores A. Enes
mo y Ca. han resuelto poner sus precios al a
de todos los botrillos y de todas las clases de la
la compra, de trajes de los mejores y más fi
clasas.

En la elección de esos géneros y al corte de
del Panteón de l'Industria, basta con recordar
probados su talento y experiencia, hablen
nos en la afamada casa de D. Domingo Lamolla
tará su protección a esta nueva casa, encontran
alidad de las predicciones indicadas en este mismo

0, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10	Asin	\$ 10
10, 20, 30, 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100		\$ 24
20, 30, 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100		\$ 48
30, 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100		\$ 72

22, 26, 30 . . . 45
PARA PANTALONES

PARA FANTALONES

DE PARIS
FRANÇAISE
DE
Desvignes

arandi 932
RTTEVIDEO

ENGLISH SPOKEN
MAN SPRACHT DEUTSCH

A PARIS

o nombreuses clientèle qu'elle reçoit de
peux de la dernière création ainsi que
la Mode.

PIRELLA

CRISTALINA

PLATING

DEL CAZADOR

PRODUCTORA
QUINCALLERIA Y PLATINUM
mayor y menor
MAILHOS
QUINA ANDES-MONTRVIDEO

FRANCO ITALIANO DOPPIPLICIA V

MONTevideo — Rue Carrito 131 A
FONDE LE 8 NOVEMBRE 1987

Capital autorisé et souscrit \$ 2,800,000
équivalant à 12,000,000 de francs
Versé jusqu'à ce jour en balles 1,500,000

Correspondance
Londres—N. M. Rothschild et fils et Barings Brothers
et Co. Ltd.
Paris—Jus Rothschild frères et Crédit Lyonnais
Home—Banque d'Alsace
Gènes—B. Jorati et frères
Italie—Principaux Banques et Banquiers
Madrid, Espagne et Colonies—Crédit Lyonnais
et B. Sains et fils.
Hambourg—L. H. Donner.
Vienna—Kassabauer et Söhne; J. Orskov pour, le
Commerce et l'Industrie.
Suisse—Crédit Lyonnais et Banque de Léman, La
Franco.
Rio-Janeiro—Banco da Republica de Brazil.
Buenos Ayres—Banco d'Italia et Rio de la Plata et
Nouvo Banco Italiano.

Il se charge de toutes les opérations de Banque de
au sein de l'un des journaux de la rue de la Banque de
Paris, la Banque d'Italie, souscrit et \$ 500.
Le Directeur Général

ESKUAL-HERRIA

J. P. GOYTINO, Rédacteur, 230, rue New-

17 High. S'adresser pour abonnements à Monsieur AMÉDÉE D'ARNAUD Agent à Montevideo.
Prix 3 \$ par an.
20-URUGUAY-20
Administration de l'Union Française.

100